

LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE ET PAIX SOCIALE EN FRANCE AU XXÈ SIÈCLE

Lakaza BOROZI

Université de Kara, Togo

borozialbert@gmail.com

Résumé : Connue comme le siècle le plus meurtrier de l'histoire, le siècle des guerres, le siècle lourd de bouleversements, le XXè siècle a marqué la France dans un contexte sociopolitiquement ambivalent. D'une part, on dénote de façon inédite les grands conflits mondiaux, combinés de la gestion bureaucratique de la violence meurtrière et le déchaînement des pulsions les plus primaires comme, par exemples, l'Affaire Dreyfus en fin du XIXè siècle jusqu'au début de la première guerre mondiale, le Krach de 1929, la deuxième guerre mondiale, la guerre froide, etc. D'autre part, on voit de diverses mutations sociales de grande ampleur, marquées par la construction de la paix sociale dont plusieurs littéraires et philosophiques furent de véritables architectes. Le présent article a donc pour objectif d'indiquer la contribution littéraire et philosophique dans la construction de cette paix sociale en France au XXè siècle. Il est question de montrer que cette contribution est essentiellement caractérisée par un engagement social, politique, physique et intellectuel des écrivains et philosophes. Pour y parvenir, nous avons procédé à une analyse historico-thématique de l'époque choisie, aussi bien dans le domaine littéraire que philosophique

Mots clés : engagement, France, guerre, littéraires, paix sociale, philosophes.

Abstract: Known as the deadliest century in history, the century of wars, the century fraught with upheaval, the 20th century marked France in a socio-politically ambivalent context. On the one hand, we denote in an unprecedented way the great world conflicts, combined with the bureaucratic management of murderous violence and the unleashing of the most primary impulses such as, for example, the Dreyfus Affair at the end of the 19th century until the beginning of the first World War, the Crash of 1929, the Second World War, the Cold War, etc. On the other hand, we see various large-scale social changes, marked by the construction of social peace of with several literary and philosophers were true architects. The present work therefore aims to indicate the literary and philosophical contribution in the construction of this social peace in France in the twentieth century. He showed that this contribution is essentially characterized by social, political, physical and intellectual commitment of writers and philosophers. In order to achieve this, we undertook a historical and thematic analysis of the chosen period, in the literary as well as the philosophical domains.

Keywords: commitment, France, War, literary, philosophers, social peace.

Introduction

La paix est une notion complexe et ambivalente du fait même qu'elle sollicite un rapport antagonique avec la guerre. C'est pourquoi, lorsqu'on parle d'elle, on fait habituellement référence à « une situation de détente, de transition, d'intermède entre deux guerres. Car, une fois établie à la suite d'une guerre, la paix est sans cesse remise en cause, menacée par une autre guerre, un autre conflit... ». De ce point de vue, elle est « synonyme d'absence de guerre » (Komlan Agbetoéian Aziale, 2019, p.258). Et comme telle, elle s'instaure à la suite d'un accord entre les protagonistes pour une durée indéterminée et peut caractériser les rapports internationaux et les relations inter-étatiques. Elle peut aussi concerner les relations internes à une société donnée et, dans ce dernier cas, on parle de la paix sociale qui apparaît dès lors comme une aspiration sociale, mais aussi une volonté permettant de la construire, de l'organiser et de la rendre durable, c'est-à-dire de satisfaire les concurrents dans une société donnée. Les débats autour de la paix sociale ne sont pas nouveaux dans le monde et, en particulier, en France. Ils ont nourri, en effet, dans une large mesure la littérature et la philosophie françaises, surtout au XX^{ème} siècle.

En rapport avec la violence ou la guerre, le XX^{ème} siècle ne manque pas de qualificatifs : « siècle des guerres » ou « lourd de bouleversements » (Marcel Malherbe & Philippe Gaudin, 1999, p. 90), siècle « de mutations sociales de grande ampleur, un siècle de construction de la paix dans des sociétés qui revendiquent plus d'égalité et de démocratie » (Partinico Causarano, Valeria Galimi, Fontainebleu Guedj et al, 2004, p.601). Ainsi, l'on peut dire que la France du XX^{ème} siècle a connu ces « bouleversements » à l'instar de l'Affaire Dreyfus et du Krach de 1929, cette « industrialisation de la guerre » dont les deux guerres mondiales constituent une parfaite illustration ; mais aussi cette construction de la paix à laquelle, surtout, aussi bien les littéraires que les philosophes ont contribué ou participé¹.

La question que nous nous posons alors est la suivante : quelle est la contribution littéraire et philosophique à la construction de la paix sociale en France au XX^{ème} siècle ? L'objectif de cet article est d'indiquer la contribution de certains littéraires et philosophes français à la quête ou à la construction de la paix sociale en France au XX^{ème} siècle. Nous structurons l'argumentation en trois points : d'abord, nous décrivons le contexte sociopolitique de la France au XX^{ème} siècle, ensuite, nous parlons de certains écrivains français, comme Bernard Lazare, Emile Zola, Anatole France, Jean Giono, Marguerite Duras, etc., mais aussi de quelques philosophes français, comme Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, qui se sont investis de diverses manières pour la construction de la paix sociale en France au XX^{ème} siècle. Enfin, nous montrons le défi qu'un tel engagement pour la paix sociale lance aux littéraires et philosophes contemporains.

¹ Il n'est pas à dire que les actions et œuvres des littéraires et des philosophes n'ont pas contribué à raviver les conflits. Mais au fond la finalité ultime de leurs actions et œuvres était sans doute le vivre-ensemble, la quête de la paix sociale, etc.

1. Le contexte sociopolitique de la France au XX^e siècle

Au XX^e siècle, le contexte sociopolitique de la France était marqué par plusieurs événements majeurs qui y avaient bouleversé la paix sociale. Au nombre de ceux-ci figure en bonne place l'affaire Dreyfus² qui naît vers la fin du XIX^e siècle et se prolonge jusqu'au début de la première guerre mondiale. Elle fut suivie de la crise économique 1929, de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Bien avant même l'affaire Dreyfus, la plus grande partie du XIX^e siècle était caractérisée par deux grandes traditions antinomiques qui se disputaient la vie politique en France. Serge Bernstein explique cela en ces termes :

Il s'agit de la tradition parlementaire à l'anglaise, prônée par les libéraux pour qui il appartient aux élites, désignées par le suffrage de leurs pairs, de gérer l'État et de gouverner la société, le bulletin de vote tranchant entre les projets opposés, et la tradition révolutionnaire, portée par les démocrates, qui ne conçoit la vie politique qu'en termes de bouleversements, de « grand soir », de victoire sur l'ennemi à abattre. Héritiers de la Révolution contre tenants de l'Ancien Régime, libéraux contre partisans du césarisme, républicains contre monarchistes, anticléricaux contre défenseurs de l'Église constituent ainsi une série de couples antagonistes dans un combat toujours recommencé qui marque le style de la vie politique en France.

Serge Bernstein (2001, p.51)

De cette dispute résultèrent de multiples conséquences sur la vie sociopolitique de la France. La première conséquence fut la difficulté d'établir dans ce pays un véritable régime parlementaire à l'anglaise, un régime basé sur des alternances admises entre majorité et opposition. Même lorsque le système avait été établi, comme sous la monarchie de Juillet, il était altéré par le pouvoir exécutif et menacé aux deux extrêmes par le recours à la violence des républicains et des légitimistes. La violence devenait ainsi, au moyen des événements révolutionnaires, un des modes ordinaires de l'expansion du pouvoir. Elle entraînait, par conséquent, le mécontentement social et les revendications qui ne semblaient trouver partiellement leur solution que dans l'attente d'une révolution violente (Robert Vandembussche & Alain-René Michel, 2018, p.248). Une autre conséquence fut les affrontements politiques, fondés sur le heurt de grands principes abstraits marqués par l'intolérance. De tels affrontements furent accentués par l'affaire Dreyfus qui est généralement comprise comme un conflit social et politique majeur de la Troisième République (Jean-Marie Mayeur, 1973, pp.209-217). Cette affaire est survenue en France à la fin du XIX^e siècle autour de l'accusation de trahison faite au capitaine Alfred Dreyfus qui

² Alfred Dreyfus naît à Mulhouse le 9 octobre 1859, d'une vieille famille de juifs alsaciens, installés là depuis plusieurs siècles. Après des débuts modestes, son père monte une petite filature de coton qui prospère. En 1871, il quitte l'Alsace avec sa famille, et choisit de prendre la nationalité française, à la suite du traité de Francfort qui cède toute l'Alsace et une grande partie de la Lorraine à l'Allemagne. Après un court séjour à Bâle, Alfred entre au collège Sainte-Barbe à Paris, passe le baccalauréat puis est reçu à l'École polytechnique. Il en sort officier d'artillerie. Ses notes le décrivent « intelligent », « zélé », « consciencieux ». À trente ans, il épouse Lucie Hadamard, fille d'un négociant en diamants, et il est reçu à l'École de guerre. En novembre 1892, il sort de l'École 9^e sur 81 avec la mention « très bien », ce qui lui vaut d'être appelé comme stagiaire à l'état-major de l'armée en janvier 1893.

fut finalement innocenté. Elle avait bouleversé la société française pendant douze ans, précisément de 1894 à 1906 et avait profondément et durablement divisé l'opinion française en deux camps opposés : les « dreyfusards », partisans de l'innocence de Dreyfus, et les « antidreyfusards », partisans de sa culpabilité.

En fait, cette affaire Dreyfus avait rencontré au départ un écho limité, avant qu'en 1898 l'acquittement du véritable coupable et la publication d'un pamphlet dreyfusard par l'écrivain Émile Zola (1998), « J'accuse... ! », d'après Vincent Duclert (2006, p.118), ne provoquent une succession des crises politiques et sociales, troublant ainsi la paix sociale en France. Car, cette affaire avait révélé vivement les clivages de la France de la Troisième République, où l'opposition entre les camps dreyfusard et antidreyfusard, a suscité de très violentes polémiques nationalistes et antisémites, diffusées par une presse influente jusqu'au-delà du XX^e siècle (Michel Winock, 2003, pp.151-165).

La conséquence à long terme de cette affaire aurait par ailleurs conduit, selon l'historien Simon Epstein (2001), à la généralisation d'une interprétation particulière de l'Histoire de la France selon laquelle s'opposeraient deux blocs : l'un, à Gauche, incarnant le Bien et l'autre, à Droite, identifié au Mal. Cette réécriture de l'histoire qui sépare la France en deux blocs s'était poursuivie durant tout le début du XX^e siècle et a finalement présenté la Résistance comme l'héritière du parti dreyfusard et, inversement, la Collaboration comme celle des anti-dreyfusards.

Au début du 20^e siècle, au moment où la Troisième République se consolidait dans la conjoncture postdreyfusiste, la vie politique en France était plus marquée par une étrange dichotomie. En effet, le discours politique, les programmes partisans, les luttes électorales étaient imprégnés d'un langage manichéen. Celui-ci continuait inlassablement, affirme Simon Epstein (2001, p.206), à opposer deux France, vraisemblablement engagées dans un combat frontal, sans concession possible, jouant à l'infini une inexpiable guerre civile simulée par le combat politique. D'après Serge Bernstein (2001, p.52-53), le débat autour de l'Affaire Dreyfus avait conduit à la formation d'un ministère de « Défense républicaine » qui aurait pu contenir l'influence du camp des anti-dreyfusards, rassemblant ainsi de façon informelle les monarchistes, les nationalistes, les catholiques et les militaristes. Une certaine radicalisation du gouvernement s'était alors produite durant cette période, connue sous le nom de « République anticléricale ». Ainsi, le modèle républicain s'appuyait sur l'émergence d'une classe moyenne indépendante devenue l'assise sociale de la République. Le rapport fut en effet frappant entre les aspirations de ce groupe en pleine expansion et le programme social des républicains, fondé sur la réalisation d'une démocratie de petits propriétaires, maîtres de leurs instruments de travail, dans la droite ligne des conceptions de la Révolution française et de l'idée de progrès permanent des idéaux positivistes (Paul Isoart & Christian Bidegaray, 1988, pp.68-71). Et c'est dans ce trouble social que la France avait évolué jusqu'à la première guerre mondiale.

La première guerre mondiale, encore appelée d'après Jean-Yves Naour (2013) la « Grande Guerre », était venue accentuer le trouble de la paix sociale dans toute la France. Car ce conflit militaire, qui impliquait d'abord les

puissances européennes dont la France, s'était ensuite étendu à plusieurs continents, notamment l'Afrique et l'Asie. Il s'était déroulé de 1914 à 1918 et demeure un des plus grands événements qui ont marqué le monde du XX^e siècle, en particulier la France. Il avait essentiellement mis aux prises deux grandes alliances : la Triple-entente encore appelée les Alliés, composée de la France, du Royaume-Uni, de la Russie, et de l'alliance formée par les Empires centraux et leurs colonies.

La France du XX^e siècle était donc au cœur de la Grande Guerre et fut l'une des grandes victimes, sinon la plus grande. En effet, aux lendemains du conflit mondial, les Français avaient perdu près de la moitié de leurs investissements dans le monde entier au profit des États-Unis, capitaux dont ils avaient dû se défaire pour acheter du matériel militaire (Eric Hobsbawm, 1994, p.137). Cette lourde perte avait entraîné dès 1929 la crise économique mondiale, puis à la seconde guerre mondiale qui a duré de 1939-1945 et a fini avec la guerre froide.

Il convient de dire que la crise économique de 1929, est une crise boursière qui s'était déroulée entre le jeudi 24 octobre et le mardi 29 octobre 1929 à la Bourse de New York et qui avait eu un impact troublant sur la situation sociopolitique de la France. Il s'agit de l'évènement le plus célèbre de l'histoire boursière qui a marqué le début de la grande dépression, la plus grande crise économique du XX^e siècle selon Olivier Perrin (2011). Cette crise a eu d'impacts négatifs sur la situation sociopolitique en France du fait qu'il y eut des vagues de grèves perpétrées qui auraient d'ailleurs débuté de façon mitigée en France, d'après Charles Tilly & Edard Shorter (1973, p.857-887), dans les années 1890. Ainsi, le Krach de 1929 avait plongé toute la France dans un trouble généralisé, après la première guerre mondiale jusqu'à la seconde guerre mondiale, voire à la guerre froide. La Seconde Guerre mondiale qui a suivi cette crise économique, a été la plus vaste et la plus meurtrière que l'humanité ait connue, avec plus de 55 millions de victimes dont 1,5% en France (Yves Durand, 1997, p.59-62). Face à tous ces événements bouleversants, des écrivains et philosophes épris de paix ont œuvré de diverses manières pour reconstruire le tissu de la paix sociale en France.

2. La contribution des littéraires et des philosophes à la paix sociale en France au XX^e siècle

Le contexte sociopolitique de la France au XX^e siècle fut caractérisé par l'affaire Dreyfus (dès le XIX^e siècle), puis par les deux guerres mondiales et la guerre froide, sans oublier le Krach de 1929. De nombreux littéraires dont les dramaturges, poètes, romanciers, essayistes, etc ont contribué de multiples manières à la restauration de la paix sociale. Cette contribution à la paix sociale en France au XX^e siècle était à la fois physique et intellectuelle. Elle avait commencé avec la quête de la justice dans l'Affaire Dreyfus dès le début du XIX^e siècle, une affaire qui a progressivement pris l'allure d'une injustice raciale, une guerre antisémite. L'entrée des littéraires dans la réparation pacifique de cette injustice s'était faite par Bernard Lazare (1991) en ces termes, dans un ouvrage intitulé *Une erreur judiciaire. La vérité sur l'Affaire Dreyfus* :

Il y a un an, j'ai montré que le capitaine Dreyfus avait été condamné sur une preuve unique. Je viens aujourd'hui apporter la démonstration évidente que cette seule preuve, invoquée par l'accusation, se retourne irréfutablement et vigoureusement contre elle. On voit qu'un homme conduit devant un conseil de guerre par la fatalité d'erreurs incroyables, a été, sur les suspicions les plus légères, les moins légitimées, mis en dehors de l'humanité, et l'on s'étonnera que la vérité ait mis si longtemps à éclater.

Bernard Lazare (1991, p.1)

B. Lazare avait envoyé l'ouvrage à des personnalités choisies dans le monde politique, journalistique, littéraire et judiciaire ; il n'avait toutefois rencontré qu'hostilité et indifférence générale, y compris de la part des futurs chefs de file des dreyfusards, comme E. Zola, A. France. Mais, même si E. Zola³ et A. France⁴ étaient hésitants au début, leurs travaux et engagements ont fini par contribuer à combattre l'injustice et, par conséquent, à instaurer la paix sociale dans ce contexte. Car, leur engagement à la cause de Dreyfus avait mobilisé de nombreux littéraires à l'allégeance collective derrière la figure d'E. Zola, avec son « J'accuse... ! » qui a eu la portée et l'effet d'une bombe dans le monde de la justice. Emile Zola (1993) avait inscrit, en effet, son geste dans la même optique de contestation de l'ordre établi, en attaquant l'État et les institutions, faisant ainsi coïncider la révolte anarchisante de la jeunesse littéraire et le dreyfusisme pour la cause de la paix sociale.

L'engagement des littéraires pour la justice, mais aussi pour la paix sociale avait aussi une dimension physique. En effet, d'après Vincent Duclert (2006, p.92), E. Zola était condamné, puis exilé. A. France et Mirbeau ont organisé ou participé à des conférences-débats, Charles Péguy a joué le rôle de chef militaire à la Sorbonne et à l'ENS pendant que Proust récoltait les signatures. Bref, un puissant mouvement de mobilisation s'est formé. À en croire Paul Vandier (2003, p.78), les réseaux anarchistes, socialistes ou antisémites, les réseaux des revues, des maisons d'édition ou des grands journaux s'étaient mobilisés avec pour finalité, la quête de la justice et de la paix sociale en France.

En ce qui concerne la première guerre mondiale et le Krach de 1929, Jean Giono, parmi tant d'autres, a œuvré activement pour la paix sociale en France. C'est surtout à partir de 1934 que l'on trouve, à travers sa correspondance, les premières traces de sa contribution à l'histoire en construction et de son engagement pacifiste. Rappelons que, parmi tous les écrivains de sa génération,

³ En effet, dans une lettre à Alexandrine Zola, le 6 novembre 1897, après une visite de Bernard Lazare, E. Zola (1994, p. 94 & 96) avait écrit au sujet de de l'Affaire Dreyfus : « je préfère m'en tenir à l'écart, la plaie est trop envenimée... Les pièces qui m'ont été soumises m'ont absolument convaincu que Dreyfus est innocent ; il y a là une épouvantable erreur judiciaire, dont la responsabilité va retomber sur tous les gros bonnets du ministère de la Guerre. Le scandale va être affreux, une sorte de Panama militaire. Mais je ne me mettrai en avant que si je dois le faire ».

⁴ Anatole France de même, d'après Jacques Suffel (1983, p. 239) avait d'abord émis les mêmes réserves en ces termes : « En ce qui concerne l'Affaire Dreyfus, mon opinion ... je n'en ai pas. On ne m'a rien dit. On ne m'a fait connaître aucune pièce. Je ne doute même pas, car dans le doute, il y a un commencement de certitude. [...] Je ne puis dire qu'une chose, c'est que j'ai lu la brochure de Bernard Lazare. Elle m'a intéressée autant qu'un excellent chronique de l'auteur, écrite dans un très bon sentiment et avec de la conviction ».

il est sans doute celui qui a eu l'expérience la plus longue, la plus humble et peut-être la plus terrible de la première guerre mondiale. Il était un « soldat de deuxième classe et sans croix de guerre » (Jean Giono 1995, p.30), ainsi qu'il se plaît à le répéter. Il a participé ainsi diligemment, de 1915 à 1918, à presque toutes les « boucheries héroïques » : Verdun, le Fort-de-Vaux, le Chemin-des-Dames, le mont Kemmel, jusqu'aux mutineries faisant suite aux offensives Nivelles. À ce sujet, il écrit : « J'ai fait partie des mutinés de cette époque, humblement. Je sais ce que c'est que d'être aligné devant un adjudant qui compte : « 1, 2, 3, 4, le 4 sortez », et ainsi de suite, et tous les « no 4 » sont fusillés le lendemain à l'aube, sans jugement » (Jean Giono 1995, p.37).

Si Jean Giono assume un « engagement » politique, c'est cet engagement, unique, viscéral et inébranlable pour la paix sociale en France : de tout son être et tous les jours de sa vie depuis 1915, il était contre la guerre, « contre toutes les guerres », dira-t-il, et à tout prix. Il écrit :

Ce qui me dégoûte dans la guerre, c'est son imbécilité. J'aime la vie. Je n'aime même que la vie. Et j'aime aussi la paix. C'est beaucoup, mais je comprends qu'on la sacrifie à une cause juste et belle. J'ai soigné des maladies contagieuses et mortelles sans jamais ménager mon don total. À la guerre j'ai peur, j'ai toujours peur, je tremble, je fais dans ma culotte. Parce que c'est bête, parce que c'est inutile. Inutile pour moi. Inutile pour le camarade qui est avec moi sur la ligne de tirailleurs. Inutile pour le camarade en face. Inutile pour le camarade qui est à côté du camarade en face dans la ligne de tirailleurs qui s'avance vers moi.

Jean Giono (2013, p. 98)

En 1933, alors que *Le Grand Troupeau* (1931) le fait considérer comme l'un des porte-drapeaux les plus en vue du pacifisme, Jean Giono se méfiait des partis politiques et de tout embrigadement. Mais, en dépit de sa prétendue naïveté, il avait beaucoup milité dans les comités bas alpins d'action contre la guerre. C'est ainsi que son nom figure parmi les premiers dans le numéro de mai 1934 de la Nouvelle Revue Française (NRF) qui avait publié le manifeste national du « Comité de vigilance des intellectuels antifascistes » et la liste des premiers signataires. Jean Giono était conscient de la nécessité d'élargir son audience pour mieux diffuser ses convictions pacifistes. Aussi avait-il adhéré en 1934 à l'AEAR (Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires), proche du Parti Communiste. Il avait multiplié dès lors des textes, appels et messages que les rédacteurs s'empressaient de publier dans la presse de gauche tels que *Europe, Vendredi, Commune, Monde*, etc.

Jean Giono avait réclamé vivement, avec l'écrivain de Manosque qui s'était associé à toutes les opérations de protestation contre les persécutions qui se faisaient en Allemagne, notamment contre les communistes, les pacifistes ou les opposants à Hitler, la libération de Thaelmann, secrétaire du Parti Communiste allemand, emprisonné depuis 1933. Il était aussi indigné de l'exécution des « militants révolutionnaires et pacifistes » en avril 1935 :

Je suis profondément bouleversé à l'annonce que Max Maddalena, Robert Stamme et Adolphe Rembte auraient été fusillés. Je ne sais pas comment du milieu de ces morts on pourrait encore regarder le printemps en face. Je demande de toutes mes forces au gouvernement allemand de me donner, pour une délégation internationale, le droit de visiter les camarades qui sont encore vivants. J'ai assez habitué ceux qui me lisent en Allemagne à mon amour des actes purs et clairs pour les mettre franchement devant la douleur de ma conscience.

Jean Giono (1995, pp.10-11)

J. Giono multipliait ainsi messages de protestation, pétitions, télégrammes « adjurant de sauver la paix », et envisageait même à plusieurs reprises de se rendre en Allemagne, juste pour y rencontrer en tête à tête, le chancelier Hitler. Ses réactions étaient souvent spontanées, mais parfois aussi à la demande de Barbusse, d'Aragon, d'André Gide qui savaient justement quelle audience et quelle popularité J. Giono avait en Allemagne à cette époque.

L'engagement et les actions de J. Giono et de biens d'autres littéraires pour la paix sociale en France ont traversé la Première Guerre mondiale et le Krach de 1929. Mais ils n'ont malheureusement pas empêché la Seconde Guerre mondiale de s'éclater en début de l'année 1939, produisant derechef, chez d'autres littéraires français, de nouvelles contributions à la réflexion sur l'idée de paix. La contribution de ces littéraires après J. Giono avait permis à la France de participer à d'importantes conférences devant instaurer un nouvel ordre mondial régi par les idéaux de paix. La Seconde Guerre avait entraîné pour les littéraires français des ruptures aussi fortes que la Première Guerre, seulement de nature différente. En effet, selon Michel Autrand (1993, p.105), « la première avait été surtout la fin d'un monde, la seconde le début d'un autre. Le choc de l'occupation étrangère du territoire français avait réveillé des forces vives qui s'étaient manifesté avec éclat dans les trois genres principaux de la littérature : la poésie, le théâtre et le roman ».

À ces noms de grandes figures de lutte "au masculin" pour la paix sociale, s'ajoute une femme de lettres digne d'être évoquée dans cette étude, en l'occurrence, Marguerite Duras. A travers ses œuvres de fiction, notamment, *Un barrage contre le pacifique* (1950), elle a montré son attachement à la justice et à la paix sociales en dénonçant les exactions de l'administration coloniale en Indochine (Marguerite Duras 1950, pp.168-171, 289-290). Ainsi en évoquant les problèmes d'exploitation illégale des terres et de pratiques racistes des colonisateurs dans les colonies occupées, Marguerite Duras a démontré qu'elle tenait aux valeurs de justice et d'honnêteté, indispensables pour la construction de la paix sociale. On lui reconnaît aussi une contribution inestimable aux actions que menaient les Français de la Résistance face à l'occupation allemande. Faisant ainsi partie de cette Résistance pacifique, Marguerite Duras aidait « à transporter des plis et à faire se rencontrer des gens de réseau. Elle se rendait utile et elle faisait toujours preuve de bonne volonté.... Elle était aussi agent de liaison. Elle faisait ce qu'on lui demandait » (Laure Adler, 1998, p.173). Ces actions ont pesé lourd dans le retournement de situation, c'est-à-dire, la libération de la France et le retour à la paix sociale entre 1944 et 1945.

Ainsi, l'on peut retenir que la contribution des littéraires français à la paix sociale en France réside dans un engagement intellectuel, moral et physique, notamment par les écrits, la résistance pacifique, la participation à la guerre, etc.

Mais il n'y avait pas que les littéraires qui ont entrepris ces voies d'engagement, puisque des philosophes français s'étaient aussi engagés dans cette lutte pour la paix sociale. La contribution des philosophes français au XX^e siècle à la paix sociale était essentiellement conceptuelle⁵. Elle consistait en l'élucidation des concepts nécessaires pour le vivre-ensemble. Il s'agit des concepts comme la liberté, l'engagement, la responsabilité, le respect d'autrui, l'espoir, etc. Ces concepts avaient une corrélation avec l'idée de la paix sociale et se lisaient aisément dans les travaux des philosophes comme Maurice-Merleau Ponty (2013), Michel Foucault (1990), Jean-Paul Sartre⁶, Simone de Beauvoir, etc. Cette dernière, jusqu'au jour de sa mort le 14 avril 1986, a collaboré activement avec les Temps modernes, la revue fondée par J.-P. Sartre et elle-même, et manifesté sous des formes diverses sa solidarité avec le féminisme.

Littéraire, précisément romancier et dramaturge, Jean-Paul Sartre fut un philosophe français théoricien de l'existentialisme, mais aussi de l'engagement (Alain Viala 2009, p.108). Selon Noëlla Baraquin et Jacqueline Laffitte (2007, p.327), « Sartre est le chef de file des courants phénoménologiques et existentialistes français ». Sa vie peut se distinguer en deux grands moments : « sa période existentialiste, jusqu'en 1939, marquée par une indifférence politique, la guerre de 1939-1945 qui suscite la prise de conscience des responsabilités de l'intellectuel face à l'Histoire et le début d'un engagement politique qui deviendra de plus en plus radical » (Noëlla Baraquin et Jacqueline Laffitte (2007, p.328). Ainsi, J.-P. Sartre fut un philosophe très engagé pour la paix sociale.

La vie existentialiste de Jean-Paul Sartre a commencé avec sa conférence intitulée *L'existentialisme est un humanisme*, dans laquelle il développe l'idée selon laquelle l'homme n'a pas de nature définie *a priori*. Pour lui, l'homme est libre de se définir lui-même par son projet, puisqu'il est lui-même un projet. À ce sujet, il écrit : « Qu'est-ce que signifie ici que l'existence précède l'essence ? Cela signifie que l'homme existe d'abord, se rencontre, surgit dans le monde, et qu'il se définit après » (Jean-Paul Sartre 1996, p.29). Il faut croire donc que,

⁵ En effet, à en croire Alain Viala (2009, p. 198), la philosophie procède par concepts, visant précisément à éliminer le plus possible le flou, les incertitudes, les ambivalences des termes. Elle vise une connaissance certaine et fondée en raison. L'attente d'une proposition philosophique, c'est que tout un chacun dise « je reconnais que cela vrai ». La littérature, par contre, procède par représentations, par image. Elle explore le flou, les incertitudes, les ambivalences des termes avec lesquels elle joue. Elle vise la connaissance sensible et son attente est que devant une œuvre littéraire, tout un chacun dise « je sens que cela m'attire ».

⁶ Nous mettrons essentiellement, sinon exclusivement l'accent sur J.-P. Sartre du fait même que, contrairement aux autres, il était le plus engagé dans la Résistance pacifique durant la seconde guerre mondiale. C'est du fait aussi que l'on estime dans la philosophie française contemporaine, même si cet argument nous semble faible et reste discutable (discussion que nous n'allons pas nous livrer dans le présent travail en vue d'éviter la digression de nos intuitions), ainsi que le dit en substance et intitule clairement son ouvrage l'écrivain, philosophe, cinéaste, homme d'affaires et chroniqueur français Lévy Bernard-Henri (2000), que le XX^e est essentiellement *Le siècle de Sartre*.

selon Jean-Paul Sartre, la paix sociale en France ne pouvait se définir d'abord que par les français eux-mêmes, et non seulement par les organisations mondiales.

Il faut noter aussi que Jean-Paul Sartre rattache la liberté de l'homme au fait que, Dieu n'existe pas, puisqu'il n'est pas un projet comme l'homme. Il reprend en un sens positif la phrase, sans doute, de Dostoïevski qui s'exclamait que « Si Dieu n'existe pas, tout est permis » : « il n'y a pas de nature humaine, puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir ». Dans cette perspective, on peut déjà comprendre que la guerre n'est pas dans la nature humaine, elle ne provient pas de Dieu. La guerre est un projet exclusivement humain, mais la paix sociale aussi. L'homme est libre, « il est liberté », et n'est rien d'autre que ce qu'il se fait. Il est libre d'œuvrer pour la guerre ou pour la paix. La paix sociale est un fait de l'homme. Par conséquent, il peut se le faire.

Jean-Paul Sartre explique que cette liberté implique une responsabilité : en se choisissant lui-même, l'homme établit un modèle de ce qui vaut pour l'homme en général : « ainsi, écrit-il, notre responsabilité est beaucoup plus grande que nous ne pourrions le supposer, car elle engage l'humanité entière » (Jean-Paul Sartre 1996, p.32). Notre responsabilité, pour qu'il y ait la paix, engage l'humanité entière. Jean-Paul Sartre fait de chacun de nous « un législateur » qui choisit pour l'humanité entière et ainsi, il retrouve aussitôt l'universel, dont il semblait s'écarter en confrontant l'individu à la liberté absolue de son choix, sur fond d'« angoisse » et de « délaissement » : ces deux concepts lui sont, en effet, inspirés par sa lecture de Soeren Kierkegaard et de Martin Heidegger. Partant de l'idée du choix absolu dont dispose l'homme, J.-P. Sartre pense que l'homme ne peut échapper ni à la liberté du choix de son existence et de ses actions, ni à leur caractère exemplaire pour tout homme. Et l'invocation de motifs pour ne pas exercer sa liberté est assimilée à la « mauvaise foi ».

Certaines formules de *L'existentialisme est un humanisme* demeurent célèbres, notamment des formules comme « Nous sommes seuls, sans excuses », ou bien « L'homme est condamné à être libre », mais aussi la formule suivante qui a fait vivement écho provocateur : « nous⁷ n'avons jamais été aussi libres que sous l'Occupation » (allemande bien entendu). En fait, à en croire J.-P. Sartre, l'homme est réellement libre de choisir son essence, de définir sa nature. Pour lui, contrairement à Friedrich Hegel, il n'y a pas d'essence déterminée, l'essence est librement choisie par l'existant.

Jean-Paul Sartre soutient, par ailleurs, que la seule aliénation à la liberté de l'homme est la volonté d'autrui. Ainsi fait-il dire à Garcin dans *Huis clos* : « L'Enfer c'est les Autres ». Jean-Paul Sartre voudrait dire par-là, non pas que les rapports de l'homme avec les autres étaient toujours empoisonnés, que c'était toujours des rapports infernaux, mais que si les rapports avec autrui sont tordus, viciés, alors l'autre ne peut être que l'enfer. Car, selon lui, les autres sont, au fond, ce qu'il y a de mieux, de plus important en chaque personne, pour la véritable connaissance de soi.

⁷ C'est-à-dire eux français durant la guerre.

Dans la même logique, dans sa *Critique de la raison dialectique*, Jean-Paul Sartre (1985a) affirme que la liberté de l'homme est aliénée par les sociétés féodales ou capitalistes. Il analyse comment, dans les sociétés aliénées, les libertés individuelles peuvent conduire à un effet opposé à l'intention générale et à l'aliénation de la liberté collective. Il suggère alors d'inverser le processus : le groupe doit pouvoir décider de regrouper les libertés individuelles pour permettre le développement de l'intention générale. Il pense surtout que cette sorte d'aliénation de la liberté individuelle doit être librement choisie et s'oppose ainsi à toute forme de totalitarisme qui semble être une source majeure de la guerre, des conflits, à l'instar des conflits mondiaux.

Jean-Paul Sartre (1985a) traite aussi la question du respect d'autrui, mais avec une acuité particulière, notamment dans ses *Réflexions sur la question juive*. De même, dans *L'espoir maintenant*, un entretien qu'il eut avec Benny Lévy, et qui fit scandale du fait que ses détracteurs ont cru qu'il se convertissait au judaïsme, Jean-Paul Sartre met en jeu « le lien étroit de la morale à l'existence d'autrui ». En réalité, ce qui l'intéressait dans le judaïsme, c'est toujours la question du respect d'autrui et son lien avec la question de l'éthique et celle de l'histoire. Pour lui, la paix sociale ou l'absence de guerre dérive essentiellement du respect pour autrui. Bernard-Henri Lévy (2000) a fait la remarque suivante à ce sujet :

On a parlé d'aliénation et même de sénilité, parce qu'évidemment l'auteur de *L'Être et le Néant*, de *La Critique de la raison dialectique*, venant dire : le peuple métaphysique par excellence, c'est le peuple juif ; [...] un Sartre qui dit que c'est l'existence du peuple juif, sa survie à travers les âges qui lui fait comprendre que le culte de l'Histoire est une infamie et que Hegel s'est finalement trompé, un Sartre qui dit qu'il retrouve le sens de la réciprocité qui n'a rien à voir avec le groupe en fusion ou la chaleur de la meute, et un Sartre qui trouve ce goût de la réciprocité dans les rapports très curieux qui unissent le Dieu juif et son peuple. Tout cela, évidemment, surprend.

Bernard-Henri Lévy (2000, pp. 640-644)

Ainsi, si l'on en croit bien Bernard-Henri Lévy, il ne s'agit nullement d'une conversion à la vie religieuse, mais d'une contestation de la vision hégélienne de l'histoire. Car, selon Jean-Paul Sartre, l'espoir est la valeur qui peut sauver l'humanité des dérives et lui procurer la paix sociale : il va bien au-delà de la religion. L'espoir est ce qui nourrit la paix sociale, un projet exclusivement humain. Si la guerre est une création humaine, la paix sociale l'est de même que la liberté, le respect d'autrui, etc.

3. Le défi de l'engagement des littéraires et philosophes contemporains

L'engagement des littéraires et philosophes français pour la paix sociale au XX^e siècle lance sans doute un défi majeur aux littéraires et philosophes contemporains. Il s'agit d'une invite à la prise de conscience des problèmes sociaux qui minent le monde et à l'engagement d'une manière active, engagée à les résoudre. La quête de la paix sociale, par exemple, est encore un fait d'actualité qui requiert derechef l'engagement des littéraires et des philosophes

contemporains. Et comme le disait Jean-Paul Sartre (1985b, p.165) à propos de l'écrivain :

L'écrivain est en situation dans son époque : chaque parole a des retentissements. Chaque silence aussi. Je tiens Flaubert et Goncourt pour responsables de la répression qui suivit la Commune parce qu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher. Ce n'était pas leur affaire, dira-t-on. Mais le procès de Calas, était-ce l'affaire de Voltaire ? La condamnation de Dreyfus, était-ce l'affaire de Zola ? L'administration du Congo, était-ce l'affaire de Gide ? Chacun de ces auteurs, en une circonstance particulière de sa vie, a mesuré sa responsabilité d'écrivain.

Sartre (1985b, p.165)

Cette idée de Jean-Paul Sartre traduit ici l'engagement du littéraire, mais aussi du philosophe en tout temps comme un devoir en vue de l'amélioration essentielle de la condition humaine. Des problèmes qui minent les sociétés contemporaines tels que les conflits de valeurs, de générations, la dépravation des mœurs, la crise de la culture de la paix, la fin de l'autorité, etc., convient prestement les littéraires et les philosophes à s'engager comme ceux de la France au XX^e siècle. Un tel engagement ne doit pas être pris comme l'effet d'une décision volontaire, d'un choix préexistant. Il ne doit pas être considéré comme un enrôlement, ni même une adhésion à tel ou tel parti politique.

Mais il faut souligner que l'engagement, aussi bien du littéraire que du philosophe d'aujourd'hui, doit se comprendre comme un devoir, une exigence, une nécessité, consiste à offrir à la société « une meilleure lisibilité des réalités, une meilleure compréhension des défis à relever au regard des antinomies que vivent » nos sociétés actuelles (Komlan Agbetoézian Aziale 2019b, p.112). En termes de compréhension, les littéraires et les philosophes sont habilités à expliciter ou à exposer les valeurs humanistes, universelles devant sous-tendre la vie et l'organisation de toute société. Personne ne peut perdre de vue l'influence que la lecture de Bertrand Lazare, Emile Zola, Anatole France, Jean Giono ou Jean-Paul Sartre, a eu sur l'amélioration de la condition de vie sociale en France et dans le monde entier, mais aussi contre les injustices sociales. En effet, selon Komlan Agbetoézian Aziale (2019b, p.113), l'engagement du littéraire et du philosophe aujourd'hui doit résider dans cette « capacité à influencer le moment de la réflexion par l'établissement des normes étalons pour nous aider à évaluer les décisions. Cela doit consister à ériger des garde-fous qui orientent et canalisent les réflexions, à tracer la ligne blanche qu'il ne faut pas dépasser au risque de se compromettre ».

L'engagement du littéraire et philosophe contemporain ne doit être de la simple répétition d'une situation donnée ou passée, car cela entraverait leur liberté d'exercice, les liant à ce qu'ils héritent et ne choisissent pas. Cela doit être pour eux une manière de se libérer du poids du passé et d'être responsable : il faut, à la fois, prendre acte du passé et regarder l'avenir. S'engager doit être pour le littéraire et le philosophe contemporain comme une prise de conscience de l'être déjà. Car, nul ne peut s'engager s'il ne l'était alors pas, ainsi que le disait Jean-Paul Sartre (1985b, p.83), en assumant le mot de B. Pascal : « oui,

mais il faut parier. Cela n'est volontaire : vous êtes embarqué [...] vous avez deux choses à perdre : le vrai et le bien, et deux choses à engager : votre connaissance et votre béatitude ». Ainsi, l'engagement des littéraires et philosophes contemporains doit être une manière de s'insérer dans le présent, d'être actuel, de parier sur l'avenir du fait même que celui-ci reste prévisible. Il doit donc être d'une certaine façon l'inverse d'un contrat, c'est-à-dire qu'il doit être considéré comme un pari nécessaire, puisque s'engager, c'est choisir, sans avoir formulé les questions de son choix (Jean-Paul Sartre, 1985b, p.164). Dans la même perspective, Aziale, parlant de l'engagement du philosophe, qui n'exclut pas bien sûr celui du littéraire, affirme ce qui suit :

L'engagement, loin d'être pour le philosophe (mais aussi pour le littéraire) un luxe, constitue une exigence existentielle du moment où il est constitutif de l'existence humaine. Exister alors, c'est s'engager, c'est tendre constamment vers un ailleurs, vers un devoir être au regard duquel l'être est sans cesse remis en cause ; c'est aussi agir dans le sens d'une réorientation de ses relations avec la nature, la société, mais aussi avec soi-même, avec son existence.

Komlan Agbetoézian Aziale (2019c, p.343)

Dans cette perspective, le littéraire tout comme le philosophe, ne peut aucunement se mettre en retrait de la question de l'engagement, puisque leur travail commun doit consister à la fois à interpréter et à transformer le monde par les mots, les paroles, les récits, les arguments, les raisonnements. Et c'est, selon nous, en ce sens que s'étaient engagés littéraires et philosophes du XX^e siècle comme Anatole France, Jean Giono, Marguerite Duras, Jean-Paul Sartre, et bien d'autres. A cet effet, il convient de reconnaître que de nombreux littéraires et philosophes français de ce XXI^e siècle débutant, réussissent à s'affirmer dans cette perspective. Il s'agit notamment de Guillaume Musso et de Françoise Bourdin en littérature, qui, en s'intéressant à la problématique des drames familiaux, suscitent avec dextérité des réflexions sur les moyens de les endiguer. Du côté des philosophes, l'on note le grand intérêt que René Girard manifeste par rapport aux phénomènes de la violence collective, notamment à travers son essai *La violence et le sacré* (1972). Néanmoins, le fait que la société française reste encore confrontée aux défis des attaques terrorisme et des violences sociales prouve que l'on reste encore loin du compte.

L'engagement du littéraire et du philosophe ne doit donc pas être une manière d'être englué dans ce qui est donné. Il ne doit pas non plus être une manière de se libérer de ce qui est donné, en s'abstrayant du monde, du langage, de l'histoire, de la condition humaine, du passé personnel, mais une manière de faire quelque chose de ce qui est donné. Il ne s'agit pas en réalité, pour eux de prendre position, mais d'agir surtout avec les instruments qui existent au lieu d'en inventer d'autres. Cela sous-entend donc que pour les littéraires et philosophes français du XX^e siècle, les instruments en leur possession étaient l'Affaire Dreyfus et les grands conflits mondiaux. Leur engagement vis-à-vis de ces instruments avait étroitement un lien avec l'action et avec la parole du fait que l'engagement se dit et, c'est précisément en cela

qu'il existe. Tout engagement se signe, se déclare, se formalise dans une parole. Il a essentiellement quelque chose à voir avec le manifeste, la déclaration, la profération. Le littéraire et le philosophe contemporain sont appelés à ce devoir, à répondre à l'urgence induite par toute situation du moment.

Ainsi, toute littérature, mais aussi toute philosophie, ne peuvent qu'être engagement dans la mesure où toutes les deux sont considérées, si l'on en croit Komlan Agbetoézian Aziale (2019c, p. 340), comme une « quête permanente de sens qui fonde l'agir humain. Sinon à quoi servirait une réflexion si sa finalité n'est pas d'éclairer les actions, si elle ne vise pas la promotion de l'humain ». Les diverses guerres du XX^{ème} siècle ont appris aux littéraires et philosophes de cette époque la nécessité d'établir le lien entre la pensée et l'action. Il s'agit aussi d'une invite aux littéraires et philosophes d'aujourd'hui à lire les événements et les problèmes que rencontre leur époque pour s'engager à combattre les injustices sociales qui s'en démêlent.

Conclusion

En somme, on peut retenir que la France du XX^{ème} siècle, du « siècle le plus meurtrier de l'histoire », du « siècle des guerres », du siècle « lourd de bouleversements » a connu un contexte socio-politique ambivalent : « bouleversements » ou plutôt « industrialisation de la guerre », tels que l'Affaire Dreyfus vers la fin du XIX^{ème} siècle, la Première Guerre mondiale, le Krach de 1929, la Seconde Guerre mondiale, la guerre froide, etc., mais aussi la construction de la paix à laquelle, les littéraires et les philosophes ont contribué ou participé.

Nous avons montré que la contribution des littéraires à la paix sociale est caractérisée par leur engagement intellectuel, moral et physique. Ils ont, en effet, abandonné la posture d'isolement superbe qui était, par excellence, celle du purisme esthétique pour s'assigner donc le devoir d'intervention par leurs œuvres et directement aux diverses guerres qu'a connu le XX^{ème} siècle. Ils ont diversement défendu des causes éthiques, politiques, sociales. Nous avons, par exemple, montré que certains comme Bernard Lazare, Emile Zola, Anale France ont dénoncé l'injustice de l'Affaire Dreyfus qui a suscité de vifs conflits sociaux en France dès la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au début de la Première Guerre mondiale au XX^{ème} siècle pour laquelle Jean Giono a œuvré activement et Marguerite Duras pendant la deuxième guerre mondiale et la guerre froide, en vue de la paix sociale. Pendant que Jean Giono a participé physiquement, et par ses œuvres, à la Première Guerre, Marguerite Duras a collaboré avec la Résistance pacifique et s'est engagée aussi par ses œuvres dans la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide.

Nous avons aussi montré que des philosophes français, tels que Merleau Ponty, Michel Foucault, Simone de Beauvoir, et surtout Jean-Paul Sartre, ont aussi œuvré pour la paix sociale en France au XX^{ème} siècle. En effet, mettant l'accent sur Jean-Paul Sartre, nous avons montré qu'il a, non seulement collaboré aussi avec la Résistance pacifique, mais aussi et surtout, il a permis par des œuvres philosophiques, de comprendre le sens même de l'engagement du littéraire et du philosophe, les notions de responsabilité, de liberté, du

respect pour autrui, de l'espoir, dans la logique de la quête de la paix sociale, en France en particulier, dans le monde en général. Il en ressort donc que, la contribution littéraire et philosophique à la paix en France au XX^e siècle est celle de l'engagement intellectuel, social et politique du littéraire et du philosophe. En conséquence, si le sociopolitique du XX^e siècle a conduit les littéraires et philosophes français à œuvrer pour la paix sociale dans leur pays, nous avons montré qu'il s'agit sans doute là d'une invite irrévocable aux littéraires et philosophes contemporains à s'engager contre les maux qui minent leurs sociétés dont les repères normatifs sont bafoués.

Références bibliographiques

- ADLER Laure 1998 *Marguerite Duras* Paris, Gallimard.
- AZIALE Komlan Agbetoézian 2019a. « De la paix philosophique à la paix sociale : pour une ré-actualité du projet kantien en Afrique », in *Nazari. Revue Africaine de Philosophie et Science sociales*, vol. 1, n° 008, Niamey, Laboratoire LERPHICCS, p.257-274.
- AZIALE Komlan Agbetoézian 2019b « L'intellectuel africain face à sa société : illusion, crise et défi de l'engagement », in *Littératures et civilisations*, vol. 1, n° 9, Lomé, Université de Lomé, p. 99-116.
- AZIALE Komlan Agbetoézian 2019c « Du philosophe-roi au philosophe auflklärer : pour un engagement social et politique », in *Le cahier philosophique d'Afrique. Revue internationale de Philosophie*, vol. 1, n° 0018, Ouagadougou, p.329-344).
- BARAQUIN Noëlla & LAFFITTE Jacqueline 2007. *Dictionnaire des philosophes*, Paris, Armand Colin.
- BEAUVOIR Simone de, 1986, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard.
- BERNARD Lazare. 1993. *Une erreur judiciaire. La vérité sur l'Affaire Dreyfus*, Paris, Editions ALLIA.
- BERSTEIN Serge. 2001. « Consensus politique et violences civiles dans la France du 20^e siècle » *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001/1 n°69, p.51-60
- BOURDIN Françoise. 2014. *Comme un frère*, Paris, Belfond.
- BOUVERESSE Jacques 2017. *Le Mythe moderne du progrès*, Marseille, Agone.
- CARATINI Roger. 2000. *Initiation à la philosophie*, Paris, Éditions de l'Archipel.
- CAUSARANO Pietro, GALIMI Valeria, GUEDJ François et al. 2004. *Le XX^e siècle des guerres. Modernité et barbaries*, Paris, Editions de l'Atelier.
- CHEMLA David & MURIEL. 2005 *Bâtisseurs de paix*, Paris, Liana Lévi.
- DUCLERT Vincent. 2006. *Biographie d'Alfred Dreyfus*, Paris, Fayard.
- DURAND Yves. 1997. *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Editions Complexe.
- DURAS Marguerite. 1950. *Un barrage contre le pacifique*, roman, Gallimard.
- EPSTEIN Simon. 2001. *Les Dreyfusards sous l'Occupation*, Paris, Albin Michel.
- FOUCAULT Michel. 1990. *Les mots et les choses*, Paris, Gallimard.
- FREEDMAN Lawrence. 2004. *La guerre froide : Une histoire militaire*, Paris, Editions Autrement.
- GIONO Jean. 1974. *Que ma joie demeure*, Paris, Livre de Poche.
- GIONO Jean. 1995. *Journal, poèmes, essais*, Paris, Bibliothèque de la Pléiade

- GIONO Jean. 2000. *Le chant du monde*, Paris, Gallimard.
- GIRARD René. 2011. *Sanglantes origines*, Paris, Flammarion.
- HEGEL Friedrich. 1982. *La philosophie de l'Esprit*, Paris, PUF
- HOBSBAWM Eric. 1994. *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle*, Paris, Editions complexes.
- ISOART Paul & BIDEGARAY Christian. 1988. *Des Républiques françaises*, (sous dir.) Paris, Economica.
- LEVY Bernard-Henri. 2000 *Le siècle de Sartre*, Paris, Grasset.
- MAYEUR Jean-Marie, 1973, *Les débuts de la IIIe République*, Paris, Éditions du Seuil.
- MUSSO Guillaume. 2020. *La jeune fille et la nuit*, Paris, Calmann-Levy.
- NAOUR (Le) Jean-Yves. 2013. *La Grande Guerre à travers la carte postale ancienne*, Paris, HC éditions.
- PERRIN Olivier. 2011. « les grands chocs du XX^e siècle (3) : En 1929, six jours de panique à Wall Street annoncent le pire, à venir », in *Le Temps*, Genève, Le Temps SA, consulter en ligne le mercredi 29 juillet 2020.
- PONTY Merleau. 2013. *La structure du comportement*, Paris, PUF.
- SARTRE Jean-Paul. 1964. *Les mots*, Paris, Gallimard.
- SARTRE Jean-Paul. 1972. *La nausée*, Paris, Gallimard.
- SARTRE Jean-Paul. 1985a. *Critique de la dialectique*, Paris, Gallimard
- SARTRE Jean-Paul. 1985b. *Qu'est-ce que la littérature*, Paris, Gallimard
- SARTRE Jean-Paul. 1991a. *L'espoir maintenant*, Paris, Verdier.
- SARTRE Jean-Paul. 1991b. *L'existentialisme est humanisme*, Paris, Gallimard.
- SARTRE Jean-Paul. 2000. *Huis Clos*, Paris, Gallimard
- SARTRE Jean-Paul. 1976. *L'être et le Néant. Essai d'ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard.
- SUFFEL J. 1983. « Anatole France et l'affaire Dreyfus », in *Les Écrivains et l'affaire Dreyfus*, Paris, PUF, p. 235-242.
- VANDEBUSSCHE Robert & MICHEL Alain-René. 2018. *L'idée de paix en France et ses représentations aux XX^e siècle*, Paris, Institut de Recherches historiques du Septentrion.
- VANDIER Pascal. 2003. *Anatole France et l'antisémitisme. Un témoin engagé dans l'affaire Dreyfus (1894-1906)*, Paris, Editions Les 2 encres
- VIALA Alain. 2009. *La culture littéraire*, Paris, PUF.
- WINOCK Michel. 2003. « L'affaire Dreyfus comme mythe fondateur », *La France politique*, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire ».
- ZOLA Émile. 1993. *Vérité, préface et notes de Alain Pagès*, Paris, éd. Christian Pirot, « Autour de 1900 », 1993, 2 vol.
- ZOLA Émile. 1994. *L'Affaire Dreyfus. Lettres et entretiens inédits*, Paris, Presses de l'Université de Montréal, CNRS Editions.
- ZOLA Émile. 1998. *J'accuse et autres textes sur l'affaire Dreyfus*, Paris, Librio.